

A.M., 1999

Arrêté du ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre des Finances en date du 19 octobre 1999

Nomination du vice-président du comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages

ATTENDU QUE l'article 357 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (1998, c. 37) énonce que le ministre, après consultation du Barreau, nomme un vice-président parmi les avocats ayant au moins dix ans de pratique;

ATTENDU QUE le Barreau a été consulté à ce sujet;

ATTENDU QU'il y a lieu de nommer un vice-président du comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages;

EN CONSÉQUENCE, le ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre des Finances nomme:

Maître Patrick Richard, avocat chez Pothier Delisle, s.e.n.c., vice-président du comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages pour un mandat de trois ans à compter du 19 octobre 1999.

Québec, le 19 octobre 1999

Le ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre des Finances,
BERNARD LANDRY

33006

A.M., 1999

Arrêté du ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre des Finances en date du 8 octobre 1999

Nomination et conditions d'emploi du président du comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 356 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (1998, c. 37) énonce que les affaires d'un comité de discipline sont dirigées par un président nommé par le ministre, après consultation du Barreau, parmi les avocats ayant au moins dix ans de pratique;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 356 de cette loi édicte que le ministre fixe sa rémunération, ses avantages sociaux et ses autres conditions de travail qui sont à la charge de la Chambre;

ATTENDU QUE le Barreau a été consulté à ce sujet;

ATTENDU QU'il y a lieu de nommer un président du comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages;

EN CONSÉQUENCE, le ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre des Finances nomme:

Maître Guy Marcotte président du comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages pour un mandat de cinq ans à compter du 8 octobre 1999, aux conditions d'emploi suivantes:

Conditions d'emploi de maître Guy Marcotte comme président du comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages

1. DURÉE

Le présent engagement commence le 8 octobre 1999 pour se terminer le 7 octobre 2004 sous réserve des dispositions de l'article 5.

2. RÉMUNÉRATION

À compter de la date de son engagement, maître Marcotte reçoit des honoraires au montant de 75 \$ l'heure de séance avec un maximum de 450 \$ par jour et de 75 \$ l'heure pour le délibéré et la rédaction d'une décision.

3. AUTRES DISPOSITIONS

3.1 Frais de représentation

La Chambre remboursera à maître Marcotte sur présentation des pièces justificatives, les dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions conformément au règlement intérieur de la Chambre.

3.2 Frais de voyage et de séjour

Pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, maître Marcotte sera remboursé conformément au règlement intérieur de la Chambre.

4. TERMINAISON

Le présent engagement prend fin à la date stipulée à l'article 1, sous réserve toutefois des dispositions qui suivent:

4.1 Démission

Maître Marcotte peut démissionner de son poste de président du comité de discipline de la Chambre, sans pénalité, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

Copie de l'avis de démission doit être transmise au président de la Chambre.

3.2 Destitution

Maître Marcotte consent également à ce que le ministre responsable révoque en tout temps le présent engagement, sans préavis et sans indemnité, pour raisons de malversation, maladministration, faute lourde ou motif de même gravité, la preuve étant à la charge du ministre responsable.

3.3 Résiliation

Le présent engagement peut être résilié en tout temps par le ministre responsable sous réserve d'un préavis d'un mois par année de service. En ce cas, la Chambre versera à maître Marcotte les montants qui lui sont dus pour la période au cours de laquelle il a travaillé.

3.4 Échéance

À la fin de son mandat, maître Marcotte demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.

5. RENOUELEMENT

Tel que prévu à l'article 1, le mandat de maître Marcotte se termine le 7 octobre 2004. Dans le cas où le ministre responsable a l'intention de renouveler le mandat de maître Marcotte à titre de président du comité de discipline de la Chambre, il l'en avisera au plus tard six mois avant l'échéance du présent mandat.

Québec, le 8 octobre 1999

*Le ministre d'État à l'Économie et aux Finances
et ministre des Finances,*
BERNARD LANDRY

33008

A.M., 1999

Arrêté du ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre des Finances en date du 28 septembre 1999

Nomination et conditions d'emploi du syndic de la Chambre de l'assurance de dommages

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 327 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (1998, c. 37) énonce que le ministre nomme, au sein de chaque chambre, un syndic;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 328 de cette loi prévoit que le ministre fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail d'un syndic, lesquels sont à la charge de la Chambre;

ATTENDU QU'il y a lieu de nommer un syndic de la Chambre de l'assurance de dommages;

EN CONSÉQUENCE, le ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre des Finances nomme:

Madame Carole Chauvin, directrice de la surveillance à l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec, syndic de la Chambre de l'assurance de dommages pour un mandat de cinq ans à compter du 1^{er} octobre 1999, aux conditions d'emploi suivantes:

Conditions d'emploi de madame Carole Chauvin comme syndic de la Chambre de l'assurance de dommages

1. DURÉE

Le présent engagement commence le 1^{er} octobre 1999 pour se terminer le 30 septembre 2004 sous réserve des dispositions des articles 4 et 5.

2. RÉMUNÉRATION

La rémunération de madame Chauvin comprend le salaire et la contribution de l'employeur aux régimes de retraite et d'assurances.

2.1 Salaire

À compter de la date de son engagement, madame Chauvin reçoit un salaire versé sur la base annuelle de 61 000 \$.

2.2 Régimes d'assurance

Madame Chauvin participe aux régimes d'assurance de la Chambre.